

Les comptes cantonaux profitent de la très bonne conjoncture

L'embellie ambiguë des finances romandes

Suisse romande Même Genève atteint les chiffres noirs. Les grands argentiers ont de quoi sourire. Temporairement

Nicolas Dufour

«Les cantons ont gagné de petites batailles, pas la guerre.» Nils Soguel, professeur de finances publiques à l'Institut de hautes études en administration publique (Idheap), s'empresse de refroidir l'enthousiasme que pourraient susciter les bonnes nouvelles comptables des cantons romands.

Pourtant, les francophones ont des raisons d'être soulagés, et la situation encore médiocre du Jura ne devrait pas gâcher pas la fête: avec l'amélioration du cancre régional qu'était devenu Genève, les Romands peuvent redresser la tête. Surtout que Zurich n'en finit pas de la baisser: la hausse des recettes fiscales en 2006, qui explique l'embellie actuelle, ne fera qu'alléger le déficit, prévu à 400 millions de francs, de 150 à 200 millions. Pour cette année, le gouvernement zurichois pronostique une perte de 285 millions, là où son homologue vaudois se frotte les mains avec son premier budget bénéficiaire depuis des décennies. En outre, le dernier classement de l'Idheap, à l'automne dernier, faisait certes apparaître une majorité de bons élèves alémaniques, dont Lucerne, Argovie, Bâle-Ville ou Schaffhouse, mais il tirait aussi la sonnette d'alarme s'agis-

sant de Saint-Gall, Soleure ou Thurgovie. Tout à son insolente santé financière, Berne a dû annoncer une prévision modeste pour 2007, de 25 millions, due à un reclassement dans la péréquation et des dépenses de restructuration pour les hôpitaux et la police.

Les raisons de doucher cette humeur printanière sont pourtant nombreuses. L'effet conjoncturel, bien sûr, qui se fait sentir à Genève, avec ses entreprises tournées vers l'international et ses banques privées. Selon Nils Soguel, ce canton, de même que Neuchâtel et le Jura, n'est pas parvenu à sortir des déficits structurels: «Sinon, ils auraient dû enregistrer des excédents de revenus bien plus importants.» L'analyste juge en revanche ce déficit «résorbé dans les grandes lignes» sur Vaud, tout en mettant en garde contre toute remise en cause des économies ou baisse d'impôt.

D'autant que les incertitudes restent nombreuses: l'augmentation des dépenses de l'aide sociale, ou les effets de la nouvelle péréquation, qui restent flous. Pour le professeur de l'Idheap, «il faudra trois ou quatre ans pour analyser vraiment l'amélioration dans les cantons romands. Et pour savoir si la nouvelle culture politique qui s'y est installée perdurera.»

Résultat éclatant à Genève

Le canton engrange 300 millions de plus et retrouve les chiffres noirs

Avec éclat, les finances genevoises confirment qu'elles sont très sensibles aux fluctuations de la conjoncture. La finance et l'horlogerie tirent l'économie cantonale vers les sommets et l'Etat ne tarde pas à en engranger les retombées. L'amélioration est spectaculaire. Alors que le budget affichait un déficit de 290 millions de francs, le conseiller d'Etat David Hiler a pu annoncer mardi que les comptes 2006 seraient dans les chiffres noirs et présenteraient un modeste bonus. Le magistrat écologiste l'admet sans ambages: cette flambée est due entièrement aux rentrées fiscales de l'industrie de luxe, des sociétés internationales, des banques et du secteur immobilier.

D'un côté, cette manne soulage un canton qui porte à l'échelle suisse la lanterne rouge des finances publiques pour son déficit et



David Hiler.

pour sa dette (13 milliards de francs). Mais, de l'autre, elle place les autorités sous une forte pression de l'économie: celle-ci s'impatiente de devoir financer un Etat lent à se remettre en question. Le grand argentier genevois ne pourra plus répondre qu'il faut encore attendre au banquier Ivan Pictet, qui lui enjoignait l'automne dernier de faire des réserves en période de haute conjoncture. Le gouvernement à majorité de gauche ne reste pas sans rien faire, mais son action ne fait que commencer. Il a chiffré fin novembre à 160 millions le total des mesures d'économies qu'il veut appliquer d'ici à 2009. Près de la moitié de cet effort concerne la santé et le social. Sur le plan fiscal, David Hiler a promis pour 2008 une réforme favorable à la classe moyenne. **Yelmarc Roulet**

Vaud, sus à la dette!

Le canton craint de renouer avec les déficits en 2010

200, 300, 400 millions? Les rumeurs autour du résultat des comptes vaudois 2006 enflent autant que les montants eux-mêmes. «Les comptes seront meilleurs que prévu», se contente d'affirmer Pascal Broulis, patron des finances, dont le budget tablait sur un déficit de 54 millions. Les résultats officiels ne seront rendus publics que le 29 mars. Soit trois jours avant le second tour de l'élection cantonale... Pure coïncidence, assure le ministre-candidat radical. Pas question d'utiliser les résultats historiques comme argument de campagne.

D'autant plus que la situation reste fragile. Plus habitué aux centaines de millions de déficit ces dernières années (les comptes 2005 sont les premiers positifs depuis 1989, avec 46 millions), le canton n'est pas entièrement sorti de la crise. Car les excellents chiffres sont essentiellement dus à la bonne conjoncture qui a gonflé les recettes fiscales.



Pascal Broulis.

l'ensemble de ses collègues. Le canton de Vaud a réalisé trois vagues d'économies successives: 20 millions en 2005, puis deux volets de l'opération DEFI (deux fois 60 millions).

Les voyants de la planification financière 2008-2010 restent pourtant au rouge: Vaud retrouvera les déficits à la fin de la décennie, parole de Pascal Broulis. En cause: les allègements fiscaux prévus par la Confédération et la RPT. Pas question donc de rouvrir les vannes: les bénéficiaires iront à la réduction de la dette. Celle-ci est passée sous la barre des 6 milliards, contre près de neuf en 2004. «Et 100 millions de dette en moins, c'est 3,5 millions récurrents économisés chaque année», martèle Pascal Broulis. **Samuel Russier**

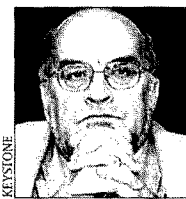
A Fribourg, la rigueur paie

Les comptes sont positifs pour la 5e année de suite

C'en est devenu une rengaine printanière: pour la cinquième année consécutive, les comptes de l'Etat de Fribourg seront positifs. Selon les informations du *Temps*, l'excédent de revenus s'élève à une soixantaine de millions de francs. Beaucoup mieux que les 220 000 francs qui avaient été inscrits au budget 2006! La «fortune nette» de 238 millions – le canton a effacé sa dette avec l'or de la BNS – va donc encore augmenter.

Fribourg profite bien sûr, comme ses voisins, de la conjoncture favorable. Suivant une tradition instaurée par ses prédécesseurs, le grand argentier Claude Lässer (PLR) a plutôt tendance à sous-évaluer les recettes, en particulier celles émanant des impôts. Or la fiscalité cantonale rapporte grosso modo 1 milliard par an. Il suffit d'une estimation inférieure de 2% à la réalité pour obtenir 50 millions supplémentaires.

Cela dit, la bonne santé de l'économie n'explique pas tout. Claude



Claude Lässer.

Lässer aime à répéter que les finances fribourgeoises sont moins tributaires de la conjoncture que celles d'autres cantons, en raison d'un tissu économique qui reste étroitement lié aux secteurs primaire et secondaire.

Porté par une croissance démographique vigoureuse, Fribourg récolte davantage les fruits d'une politique de rigueur, symbolisée par l'un des mécanismes de frein à l'endettement les plus contraignants du pays. Le principe de l'équilibre budgétaire obligatoire a ainsi été ancré dans la Constitution. Revers de la médaille: la fiscalité fribourgeoise reste élevée en comparaison intercantonale. Malgré des diminutions d'impôts se chiffrant à 70 millions depuis 2001. Vu le bénéfice de 2006, gageons que le Grand Conseil accentuera la pression pour les faire baisser encore plus. **François Mauron**

Divine surprise à Neuchâtel Le Valais craint d'être riche

Le bénéfice de 45 millions était totalement inattendu

«L'enchaînement des déficits n'est pas une fatalité.» Intronisés au printemps 2005, la majorité rose-verte du Conseil d'Etat neuchâtelois et le ministre socialiste des Finances, Jean Studer, ont jugulé en moins de deux ans ce qui apparaissait comme une spirale déficitaire infernale. La perte avait atteint 100 millions (plus de 6% des charges) à fin 2004.

Le 14 février, Jean Studer bouclait les comptes 2006 avec un bénéfice de 8,5 millions. L'excédent de recettes opérationnel s'établit même à 45 millions, si l'on extrait les effets exceptionnels de l'application du «principe d'échéance».

Le gouvernement neuchâtelois doit ce résultat à son volontarisme. En cours d'année, il a comprimé les dépenses salariales de 24 millions, soit 5%. Le moratoire sur les engagements, les délais de carence, la mobilité interne et des licenciements ont permis de supprimer



Jean Studer.

100 des 2300 postes de l'administration. Mais Neuchâtel, qui a encaissé 41 millions de plus que prévu grâce à l'impôt, sait que le travail d'assainissement n'est pas achevé. Jean Studer n'est pas homme à relâcher l'effort. Il rappelle que le résultat encourageant a été obtenu grâce à un exercice budgétaire très rigoureux: le grand argentier a imposé des mesures extraordinaires pour 100 millions. A ceux qui pourraient demander de desserrer l'étreinte, il rappelle que Neuchâtel, malgré le bénéfice 2006, reste confronté à un déficit structurel de 55 millions.

La tâche de l'équilibriste Jean Studer restera délicate. Aux intérêts sectoriels s'ajoute la multiplication des échéances électorales (fédérales en 2007, communales en 2008 et cantonales en 2009).

S. J.

Les comptes sont positifs depuis plusieurs années

En Valais, le noir est mis depuis plusieurs exercices. Sur fond pourtant d'austérité et de prudence: double frein aux dépenses adopté par le peuple en 2003, mesures structurelles de la commission dite Luyet, investissements réduits. Une prudence que le gouvernement et son grand argentier, Jean-René Fournier, justifient, année après année, par les incertitudes de l'avenir.

Au rang desquelles figure notamment «le désengagement de plus en plus marqué de la Confédération dans des domaines tels que le social ou les transports». Face aux divers appétits déclarés – hausse des prestations sociales à gauche, diminution de la pression fiscale chez les milieux économiques – le gouvernement temporise et explique que mieux vaut attendre 2008 quand il sera possible «de faire des prévisions financières sur 5 à 6 ans». 2008, date d'entrée en vigueur de la RPT – nouvelle péréquation et nou-



Jean-René Fournier.

velle répartition des tâches avec la Confédération. Lors de la présentation du budget 2007 – excédentaire de 24 millions –, Jean-René

Fournier avait expliqué que, sur les 120 millions supplémentaires attendus de cette double opération, il n'allait pas rester grand-chose en raison justement de l'amélioration des finances valaisannes. Selon le principe péraquationnel qu'on ne prête qu'aux pauvres.

Enfin, concernant la relative maigreur des investissements, la doctrine officielle consiste là aussi à botter en touche: «S'il y avait des besoins au niveau des infrastructures locales, des demandes d'investissement seraient faites. On ne peut pas les inventer.» Le seul poste qui est donc assuré de bénéficier sans relâche de l'embellie financière valaisanne reste la réduction de la dette. **Laurent Nicolet**

Le Jura dans le rouge

Le déficit structurel du canton pèse lourdement

Le nouveau ministre jurassien des Finances, le PDC Charles Juillard, se serait bien passé du cadeau empoisonné des comptes 2006. «Ils ne sont pas bons, au moins aussi rouges que le budget (10,7 millions, ndlr)», prévient-il. Il donnera le chiffre officiel le 14 mars. Le déficit approchera les 12 millions (1,7% des charges). Les vagues de la conjoncture ont peu d'effet sur la masse fiscale encaissée, sinon par le biais de l'impôt anticipé.

Et le canton doit éponger l'héritage de l'ancien gouvernement de centre gauche, qui n'a pas réalisé l'injonction de la majorité bourgeoise du parlement, exigeant une coupe de 1% (2 millions) dans la masse salariale. Le Jura doit encore avaler un surplus de 4 millions pour régler l'«affaire» des allocations familiales versées aux parents sans activité lucrative.

Ces dernières années, les recettes



Charles Juillard.

extraordinaires générées par la vente d'actions FMB (100 millions) et l'or de la BNS (260 millions) avaient masqué la persistance d'un déficit structurel d'une dizaine de millions. Les vellétés de l'ancien ministre Gérald Schaller de le combler en supprimant 50 des 800 postes de l'administration et en réalisant une économie équivalente sur la masse salariale des enseignants se sont heurtées au veto du parlement.

Avec le retour d'une majorité bourgeoise au gouvernement, la lutte contre le déficit structurel redevient une priorité. «Ne pas faire de bénéfice en période de haute conjoncture doit être l'effet déclencheur qui nous obligera à revoir nos structures», affirme Charles Juillard. Premier signal attendu: le programme de législature, annoncé au printemps. **Serge Jubin**